

La transition énergétique est une chance, même si l'on fait cavalier seul

Au moment de réorienter notre politique énergétique, la question clé est de savoir quelle stratégie assurera à la Suisse le meilleur positionnement économique. Quel type d'approvisionnement convient à une nation prospère, propre, sûre et innovatrice? Pour l'association économique Swisscleantech, la réponse est claire: la Suisse en tant que place économique de qualité ne peut suivre une stratégie énergétique bon marché, notamment parce que l'utilisation efficace de l'énergie et des ressources constitue un facteur de compétitivité toujours plus important au niveau mondial. Au contraire, la qualité de l'énergie est – en plus du prix – un critère de décision déterminant. Si l'économie suisse sait être précurseur en la matière, elle en profitera.



Nick Beglinger
Économiste, président de Swisscleantech, Zurich



Franziska Barmettler
Économiste, cheffe de la division politique de Swisscleantech, Zurich

Une énergie de grande qualité n'émet pas de CO₂, présente peu de risques d'accidents, ne dépend pas de l'étranger et est disponible à long terme. Elle garantit ainsi la sécurité de l'approvisionnement et permet d'offrir des produits ou des services à faible empreinte écologique. Une telle «stratégie énergétique Cleantech» mise sur des technologies et des compétences ayant une forte valeur ajoutée locale, stimule l'innovation, ouvre des marchés d'exportation et renforce la compétitivité suisse. Actuellement, nous en sommes loin: dépendante du pétrole, du gaz et de l'uranium, la Suisse importe plus de 70% de ses besoins en énergie de pays à risque politique élevé, cela à des prix imprévisibles et pour une valeur ajoutée extrêmement mince. Nous courons des risques nucléaires insuffisamment maîtrisés et nous bombardons l'atmosphère de CO₂. Un virage s'impose.

Réalité des coûts globaux

Une énergie de haute qualité est économique si l'on calcule l'ensemble de ses coûts, ce qui inclut l'infrastructure de réseau, les risques d'accidents, les problèmes d'approvisionnement ainsi que les émissions nocives et autres effets externes. Aujourd'hui, on ne le fait pas. Dès lors, même sans réorientation de la politique énergétique, nous serons confrontés à des prix toujours plus élevés pour toutes les formes d'énergie. Il faut, toutefois, noter que pour plus de 90% des entreprises et des ménages, l'énergie représente un facteur de coûts insignifiant. Cela signifie que des réglementations transitoires et des dérogations peuvent et doivent être appliquées aux branches exportatrices consommant beaucoup d'énergie. Cependant, notre stratégie ne doit pas rester axée sur les 10% d'entreprises fortement concernées. Elle doit convenir à toute l'économie suisse.

Une stratégie énergétique Cleantech décentralisée et libérale

Dans la troisième édition de sa stratégie énergétique, publiée en octobre, Swisscleantech montre qu'un approvisionnement durable est techniquement et économiquement possible en Suisse. Elle mise pour cela sur l'efficacité énergétique, les sources renouve-

lables et les réseaux intelligents, qui font partie d'un marché de l'énergie décentralisé et libéralisé. Les calculs du CER-EPFZ montrent que le passage du statu quo au scénario de base de Swisscleantech représente une perte de prospérité de 0,4% au maximum. Or, ce chiffre ne tient compte ni des coûts du nucléaire, jusqu'ici sous-estimés, ni des bénéfices à retirer d'une réduction du changement climatique ni des privilèges réservés aux précurseurs. L'économie en tirera des avantages: une valeur ajoutée nettement supérieure pour le pays, des marchés d'exportation intéressants et une réduction des coûts d'exploitation grâce aux mesures prises en matière d'efficacité. Selon l'EPFZ, les effets sur la prospérité peuvent même être positifs si l'innovation permet un degré élevé de substituabilité entre les agents énergétiques.

La stratégie fédérale est correcte et l'économie doit maintenant se lancer

La Stratégie énergétique 2050 est donc positive. Nos chiffres concordent largement avec ceux de Prognos. Les principales différences résident dans le fait que Swisscleantech est plus exigeante sur le respect des objectifs climatiques et estime que les énergies renouvelables ont un potentiel supérieur, en particulier le photovoltaïque. Selon nos calculs, la réalisation des buts climatiques par un recours accru à l'électromobilité et aux pompes à chaleur entraînera une hausse constante de la consommation de courant, qui atteindra 80 TWh en 2050. Par ailleurs, Swisscleantech suggère d'importer du courant vert, et non du gaz destiné aux centrales. Afin d'accroître l'efficacité, elle privilégie une taxe plutôt que l'octroi de certificats aux entreprises productrices. À ses yeux, il convient de mettre en œuvre la transition énergétique aussi vite que possible et dans un sens qui soit favorable à l'économie. Tout ajournement lui serait préjudiciable. Il est donc juste de miser jusqu'en 2020 sur les mécanismes existants afin d'obtenir rapidement des résultats. À partir de 2021, une réforme fiscale écologique sera nécessaire pour passer de l'encouragement à l'incitation. Pendant ces deux phases, il conviendra de réduire au strict minimum les coûts de transaction et de ne pas désavantager le secteur secondaire. ■